

« Nous sommes aveuglés par nos gains »

Dans le canton de Neuchâtel, l'écrasante majorité des arnaques en ligne sont conduites depuis l'étranger. En Côte d'Ivoire, les « romance scams » sont devenues la spécialité des « brouteurs ». Deux d'entre eux, repentis, témoignent.

TEXTES DÉLORÈS PIE, ABIDJAN, AVEC LOÏC MARCHAND / ILLUSTRATION PASCAL CLAVAZ

Les arnaques en ligne: comment déjouer les pièges?

La numérisation peut faciliter la vie, mais elle est également source de menaces. Parmi elles, les arnaques en ligne. Plus de 1000 personnes ont été victimes d'une telle escroquerie dans le canton de Neuchâtel, en 2023. La police neuchâteloise s'attend à une augmentation de 20% des cas en 2024. A travers une série d'articles, nous vous expliquons les mécanismes derrière ces arnaques et, surtout, comment les déjouer.



« Je préférerais les hommes. Ils donnaient plus facilement de l'argent. Avec les femmes, le processus était long et ne se concrétisait que rarement. » Jean* a gagné aisément sa vie durant sept ans grâce à des arnaques en ligne. Comme d'autres Ivoiriens, majoritairement des hommes de moins de 30 ans, il se créait de fausses identités sur internet afin de pratiquer diverses formes d'arnaques, principalement la romance scam. Aussi appelée fraude à la romance, cette escroquerie, particulièrement répandue en Côte d'Ivoire et au Nigeria, est basée sur une relation intime entre un escroc et sa victime. Le faux Brad Pitt hospitalisé, extorquant plus de 800 000 euros à une Française, est un exemple récent et spectaculaire de ce type d'arnaque.

Deux millions à Neuchâtel

A Neuchâtel, plus d'une centaine de personnes ont été victimes d'une telle escroquerie entre 2020 et 2023. Au total, le préjudice dépasse les 2 millions de francs, soit 20 000 francs en moyenne par personne. Selon les chiffres de la police neuchâteloise, environ 60% des victimes sont des femmes. Au moyen d'histoires rocambolesques, Jean convainquait ses victimes de lui verser de l'argent pour l'aider à régler ses « problèmes ». « Lors des appels, j'utilisais des vidéos mani-

pulées et j'imitais la voix d'une femme, ce qui mettait en confiance mes interlocuteurs », raconte Jean.

Le jeune homme était un brouteur. Ce terme, utilisé pour décrire les cyberescrocs en Côte d'Ivoire, est issu de l'argot local et fait référence au mouton se nourrissant sans effort. Il a émergé en 2002.

Nés d'instabilités

Cette année-là, une rébellion armée éclate dans le pays, le divisant en deux: les forces loyalistes au sud, les rebelles au nord. Ce climat de tension, exacerbé par des accusations d'ingérence de la France, a fragilisé le tissu social et économique du pays. De nombreux jeunes se sont retrouvés sans avenir, contribuant à l'apparition des premières vagues de brouteurs. A partir de 2007, la pratique, réputée pour générer facilement des gains, s'est amplifiée. En Côte d'Ivoire, elle est désormais considérée comme un véritable problème de société (lire l'encadré).

Jean et Hugues* étaient étudiants lorsqu'ils ont entendu parler des brouteurs. Le premier souhaitait « à tout prix

sortir de la pauvreté » et se « libérer des remarques humiliantes quotidiennes » de son père. Le second nourrissait un rêve: voyager en Europe et tenter « de percer dans le football de haut niveau ».

Tous deux voyaient le broutage comme « l'unique solution » pour parvenir à leurs fins.

Des « justiciers » de la dette coloniale

« Au départ, les brouteurs se voyaient comme des justiciers agissant pour le remboursement de la dette coloniale », explique Alain Diby, sociologue, analyste des phénomènes qui touchent la société ivoirienne. Mais derrière cette rhétorique se cache « une idéologie de réussite basée sur la fainéantise ». Jean et Hugues se sont mis à fréquenter des cybercafés, d'où les escrocs opéraient. Aujourd'hui, l'évolution technologique aidant, les brouteurs exercent depuis chez eux, grâce à leur smartphone. Les cybercafés, trop exposés, sont délaissés.

Se servir de la solitude

Pour appâter leurs victimes, les deux Ivoiriens utilisaient des images de belles européennes disponibles sur internet afin de créer de faux profils. Ces images sont aujourd'hui aussi générées par intelligence artificielle.

La plupart du temps, Jean choisissait ses victimes sur des sites de rencontre ou de petites annonces, comme Le bon coin. En se montrant intéressé par une offre, il se liait d'amitié avec son interlocuteur.

Ces escrocs utilisent « des véritables techniques de marketing », explique Cristina Cretu-Adatte, socio-criminologue à l'Institut de lutte contre la criminalité économique (ILCE) de la Haute Ecole Arc (HE-Arc), à Neuchâtel. Les malfrats se servent surtout de la solitude de leurs « clients », comme ils les appellent.



Agir dans un monde virtuel nous empêchait de réaliser l'impact réel de nos activités sur la vie des victimes.»

JEAN*
ANCIEN BROUTEUR

« Des réponses rapides leur indiquent un intérêt », reprend Cristina Cretu-Adatte. « Ils bombardent ensuite leurs victimes de messages et de questions. A force, leurs interlocuteurs deviennent dépendants de cette relation intense. » Les escrocs « visent généralement l'Europe francophone », explique Olivier Beudet-Labrecque, doyen de l'ILCE. « Certains sont spécialistes de la Suisse. Ils maîtrisent par exemple les mécanismes de retrait anticipé du troisième pilier. »

Leurs « problèmes rocambolesques », les deux hommes les tiraient du quotidien, des expériences de leur entourage, des films, ou encore « de leur imagination », glisse Hugues.

Les brouteurs « flambent »

Lorsque nous les interrogeons sur leurs revenus et l'utilisation de cet argent, seul Jean répond: « J'en gagnais tellement que je ne saurais le quantifier. » Beaux vêtements, accessoires de luxe, générosité envers sa famille, donner de l'argent à des DJ pour chanter son nom en boîte de nuit... De son propre aveu, Jean « flambait ». Les deux escrocs affirment ne jamais avoir été démasqués. Cependant, les arnaques réussies restaient moins nombreuses que leurs échecs. Depuis, les deux Ivoiriens se sont « débarrassés » de tout ce qui à trait au broutage, argent compris.

« Enterrer ce passé »

Jean a opéré jusqu'en 2014. Les témoignages de plusieurs victimes de romance scams lui ont fait réaliser les conséquences de ses actes. « Dans le feu de l'action, nous étions aveuglés par nos gains », admet Jean, qui gagne désormais sa vie grâce à la peinture. « Agir dans un monde virtuel nous empêchait de réaliser l'impact réel de nos activités sur la vie des victimes. J'ai beaucoup de regrets. » Hugues, de son côté, a arrêté en 2018 après le décès tragique d'un ami brouteur, tombé dans la drogue. Il n'est pas parvenu à aller en Europe: les procédures de voyage « n'ont jamais abouti ». Désormais entrepreneur, Hugues a surtout envie « d'enterrer ce passé définitivement ».

*Noms connus de la rédaction.

Le broutage, ennemi public numéro un en Côte d'Ivoire

Afin d'améliorer ses chances d'amasser de l'argent, Hugues* a fait « le tour du pays » pour consulter des marabouts de renom. Cette pratique mystique, appelée Zamou, est régulière chez les brouteurs: selon des croyances locales, leurs incantations permettent d'envoûter les victimes. En contrepartie, les marabouts exigent des sacrifices de tout type, dont parfois des sacrifices humains: les crimes rituels sont associés à l'accession à la richesse. Aujourd'hui encore, les rubriques des faits divers sont marquées par des meurtres commis par des escrocs, sur recommandation de leur marabout. Hugues, de son côté, était « si déterminé » à réussir qu'il était « prêt à se sacrifier pour une gloire éphémère ».

Neuchâtel collabore avec la Côte d'Ivoire

A leurs débuts, les brouteurs étaient admirés pour leur richesse. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. En 2011, la Plateforme de lutte contre la cybercriminalité (PLCC) est créée en Côte d'Ivoire, afin d'assainir le cyberspace et de lutter contre les brouteurs. L'Institut de lutte contre la criminalité économique (ILCE) de la Haute Ecole Arc, à Neuchâtel, conseille la PLCC depuis 2013.

Selon son doyen Olivier Beudet-Labrecque, « la plateforme de lutte fonctionne, avec des moyens qui augmentent. Toutes les informations transmises par les polices internationales permettent aux autorités locales d'améliorer la lutte. » Mais le chemin est encore long: « La PLCC fait face à une hausse constante de victimes locales », ne cache pas Olivier Beudet-Labrecque. « En Suisse, nos autorités peinent à traiter le flux continu de plaintes pour les arnaques en ligne. Je vous laisse imaginer ce qu'il en est dans un Etat dont les ressources sont beaucoup plus faibles. »



Lorsque nous interrogeons nos deux témoins sur leurs revenus, seul l'un d'eux répond: « Je gagnais tellement d'argent que je ne saurais le quantifier. »